

Interview de Sylvie Goulard dans le quotidien belge « Le Soir », Bruxelles, 23 juin 2008

« L'Europe a besoin d'idées neuves »

L'invitée du lundi Sylvie Goulard

La France peut-elle relancer l'Europe à l'occasion de sa présidence ? Sylvie Goulard nuance le propos dans l'attente de concepts nouveaux.

A une semaine du lancement de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, Sylvie Goulard soupèse l'influence de Paris dans l'Europe d'aujourd'hui. La démarche n'est pas anodine : Nicolas Sarkozy et son équipe auront besoin de beaucoup de savoir-faire et d'un grand pouvoir de persuasion pour mener à bien les priorités annoncées et peut-être trouver la parade au « no » opposé par l'Irlande au traité de Lisbonne.

La France est-elle vraiment de retour en Europe comme le prétend Nicolas Sarkozy ?

Je suis heureuse que le président ait pris des initiatives pour nous sortir de l'ornière dans laquelle nous étions. Le 29 mai 2005, la France a voté non au traité constitutionnel et s'est retrouvée dans un coin. Nicolas Sarkozy a également été assez courageux pendant la campagne présidentielle en parlant d'un traité simplifié qui serait soumis au Parlement pour ratification, quand ses adversaires étaient sur une ligne démagogique. Mais il y a des signaux qui sont autrement inquiétants. Au plan économique, si la France ne réduit pas son déficit, si elle ne respecte pas son engagement dans la zone euro, nous aurons du mal à laisser entendre que nous sommes de retour en Europe. Ensuite, il y a cette question de l'Union de la Méditerranée où la France a cherché à faire cavalier seul tout en dénigrant l'action communautaire en la matière.

Le style Sarkozy n'est-il pas un autre problème ?

Nicolas Sarkozy a un certain nombre de qualités. Une capacité à mettre les pieds dans le plat et à dénoncer des tabous dans un système qui s'asphyxie un peu du politiquement correct. D'un autre côté, si ce dynamisme va trop loin, on va lui reprocher d'en faire trop et de tirer la couverture à lui. Ce serait malsain. Je vois surtout un décalage très fort entre les priorités annoncées (immigration, défense, etc.) et les enjeux du moment (compétitivité et pouvoir d'achat). On a l'impression qu'il n'y a pas de message très clair.

Quelle est la capacité d'influence de la France en Europe aujourd'hui ?

La vraie question est de savoir comment on peut avoir de l'influence dans un système très complexe, où il y a de plus en plus d'acteurs, en essayant d'être au service de la cause. L'influence à contre-emploi qui consiste à noyauter une administration n'est pas mon rêve pour la France. Je préfère la manière de faire d'un Giscard d'Estaing ou d'un Jacques Delors à celle de taupes qui seraient là pour défendre des intérêts français. Il faut être créatif pour avoir de l'influence. On pense souvent qu'il s'agit d'une capacité administrative à gérer ses agents dans le système. Je n'y crois pas. L'essentiel est d'apporter des idées dans ce système et à se montrer productif. Regardez des pays comme la Finlande ou le Danemark : ce sont eux qu'on va voir en ce moment pour s'inspirer de l'éducation, de la flexisécurité... Ce n'est donc pas le nombre de légions qu'ils ont placées dans le système qui leur a apporté ces avantages, mais c'est leur capacité à innover chez eux.

La France a-t-elle ce genre d'innovation à proposer ?

En France, des missions internationales viennent voir comment fonctionnent les maternelles. Le TGV est considéré également comme une réussite. Le système européen est un système de benchmarking ouvert, de comparaisons. Si vous êtes bon, on vous croit. Si vous n'êtes pas bon, vous avez beau avoir toutes les stratégies que vous voulez, vous pouvez bloquer les choses mais vous ne pouvez pas les influencer.

Aujourd'hui, la France a moins d'influence non seulement parce que l'Union compte 27 pays, mais parce que Paris n'a pas à proposer un modèle qui a du succès. Ce n'est pas notre déficit public, ce ne sont pas nos chômeurs, ce n'est pas notre manque d'investissements dans la recherche qui vont faire de nous les phares de l'Europe. Je critique beaucoup le slogan de « l'Europe qui protège ». La France aux plus grands moments de son histoire n'avait pas besoin de se protéger. Les droits de l'homme ont essaimé en 1789 sans avoir besoin d'armées. Il y avait là des concepts nouveaux et ils ont donc été repris. Ces idées ont convaincu le reste de l'Europe parce qu'elles étaient extraordinairement novatrices. Le problème de la France est qu'on n'y trouve pas de gens qui portent ce genre de choses en ce moment. Mais je ne vois pas de génie non plus ailleurs. Je ne vois pas de grand inspirateur génial dans aucun État membre.

Je me méfie un tout petit peu des grands discours sur l'influence des pays. Considérer que gérer le portefeuille des Transports, un portefeuille de terrain que vient d'assumer pendant quatre ans la France, correspond à un manque d'influence est curieux lorsqu'on sait que les gens demandent des projets concrets.

Aujourd'hui, qui a de l'influence en Europe ? Si ce n'est pas la France, est-ce la Grande-Bretagne ou plus largement les Anglo-Saxons et la vision d'une Europe conçue comme un vaste marché ?

En jetant un œil sur les dernières années, cette influence fortement marquée par la libéralisation économique a en effet progressé. Certains pays ont eu de bonnes raisons d'aller dans ce sens. Je suis très admirative de ce qu'a fait le Royaume-Uni, passé d'une situation d'homme malade de l'Europe à un pays qui s'est considérablement enrichi. Je ferai deux catégories : d'un côté les pays qui ont innové et qui apportent dans l'espace communautaire des expériences qui marchent. La Finlande est classée première dans les études Pisa de l'OCDE pour l'éducation. La Suède a su faire la réforme de l'État et de la Fonction publique. Le Danemark celle de la flexisécurité. Même l'Espagne, pays extrêmement conservateur, a réussi une mutation en dépit de certains aspects négatifs. Incontestablement, ces pays ont une influence au moins sur des dossiers techniques.

Et l'Allemagne ?

L'Allemagne joue un rôle très important à sa manière, sans y aller de discours tonitruants. Elle a beaucoup apporté à la construction communautaire. Elle a été jusqu'à laisser tomber le mark. Or les Allemands pourraient encore être en train de décider à la Bundesbank quel taux d'intérêt leur convient. Angela Merkel a, dès son élection, eu une attitude généreuse au plan budgétaire. L'Allemagne continue, c'est normal, à supporter une part importante du budget communautaire, mais en plus elle le fait avec une certaine élégance. Elle n'a pas été dans la situation du Royaume-Uni qui a plaidé pour l'élargissement mais qui refuse d'en supporter le coût. La crédibilité d'Angela Merkel et de l'Allemagne, tout en passant parfois par la défense des intérêts nationaux, est assez solide en Europe. Les gens prévisibles et calmes rassurent, les autres inquiètent.

Y a-t-il une responsabilité morale particulière de la France à réussir cette présidence et à trouver une solution au « no » irlandais, trois ans après l'échec du référendum sur la Constitution ?

Cela fait partie maintenant de notre patrimoine génétique. Il y a eu une prise de conscience depuis trois ans. La France a compris qu'elle ne pouvait pas se retirer du jeu européen. Elle a mal vécu les dix dernières années pour un tas de raisons internes. Je pense qu'il y a davantage un malaise français qu'un malaise de la France par rapport à l'Europe. Il importe de ne pas rester dans l'ornière du oui et du non. Il faut avancer. Il faut aussi faire oublier la présidence calamiteuse de 2000 où la France avait précipité toute l'Europe dans le traité de Nice. Oui, il y a une responsabilité, mais je n'attends pas non plus que la France sauve l'Europe. J'ai plutôt envie que la France se libère de ses propres démons, ce serait une bonne nouvelle.

Y allant eux aussi de leurs propositions, les socialistes français plaident pour une Europe plus sociale . Peut-on considérer qu'il s'agit d'une idée susceptible de relancer l'UE ?

Je ne suis pas certaine que les choix sociaux doivent être communautarisés. Des bornes peuvent être fixées, de manière à ce qu'il n'y ait pas une concurrence folle entre les pays d'un même ensemble qui,

de surcroît, ont un budget commun. Mais je pense qu'il est sain que l'Europe ne se mêle pas de tout et que des choix puissent être faits. Il faut aussi se méfier des simplifications. Je n'aime pas que l'on jette la pierre aux nouveaux États membres au prétexte qu'ils refusent le modèle social et font du dumping. Ils essaient de s'en sortir et ne peuvent pas se permettre d'avoir de tels systèmes. La diversité et l'hétérogénéité qui persistent au cœur même de l'Union doivent nous amener à admettre des différences sur certains sujets.

La langue française est en régression dans les institutions européennes comme ailleurs. N'y a-t-il pas là un combat à mener pour la France, notamment parce qu'une langue conditionne la manière dont s'énonce la politique ?

Tout à fait. Les cultures en Europe constituent un patrimoine et une richesse inouïs. Nous devrions essayer de défendre l'idée que chacun doit se rendre compte à un certain moment de sa vie que d'autres pensent différemment. Je pense par ailleurs au Royaume-Uni où l'on n'apprend plus les langues étrangères. Certains Britanniques estiment que cela est dramatique pour leurs enfants. Ceux-ci se retrouvent privés de l'accès à d'autres modes de pensée et de culture.

Mais il ne faut pas exagérer : le système européen compte parmi ceux qui protègent le plus la diversité linguistique. Tout ce qui est issu du cadre juridique communautaire est ainsi traduit dans toutes les langues pour tous les citoyens. C'est un effort énorme qu'on a raison de faire. Maintenir cette diversité est un très beau combat. La difficulté pour les Français est que, comme pendant longtemps ils n'ont pas été capables de parler les langues étrangères, on les soupçonne de défendre le français uniquement. Mais je crois qu'il y a un enjeu beaucoup plus profond derrière tout cela. Un de mes élèves chinois m'a dit : « Ne vous en faites pas : vous battre contre les anglophones ne durera plus très longtemps. » On peut toujours se battre contre plus gros que soi.

Je vois aussi qu'il y a une phase de repli en Belgique. Au lieu de vivre le plurilinguisme, on y observe que les gens se replient sur eux. C'est dramatique.

Sylvie Goulard, *Il faut cultiver notre jardin européen*, Seuil, 107 p., 13 euros.

MARTIN, PASCAL